

Corruption, atteintes aux libertés, harragas, fléaux sociaux...

Ouyahia élude les dossiers politiques



Le
Premier
ministre
Ahmed
Ouyahia. ©
louiza
ammi/
Liberté

Axée essentiellement sur le volet économique, social, culturel et autres diplomatique ou de défense, la déclaration de politique générale du gouvernement pêche par une absence criante de référence aux aspects politiques.

La sortie ne doit rien au hasard au regard de son timing et du contexte politique. En concédant à présenter sa déclaration de politique générale devant le Parlement, Ahmed Ouyahia ne se plie pas à un conformisme constitutionnel, puisqu'elle intervient une année et demie après son intronisation, mais simplement pour plaider la "bonne" cause de la continuité. Dans le document de plus d'une quarantaine de pages qui sera présenté aux parlementaires lundi prochain, force est de constater que le Premier ministre, dans un exercice qui lui est familier, égrène un chapelet de réalisations et de chiffres à vous donner le tournis. À telle enseigne qu'on se croirait plutôt en pays de cocagne, mais non pas dans un pays où les grognements de la population, laissée-pour-compte pour une large partie, se font de plus en plus bruyants, à mesure qu'approche la date fatidique du rendez-vous électoral. En témoignent ces images relayées sur les réseaux sociaux rejetant l'option d'un autre mandat pour le président Bouteflika. Axée essentiellement sur le volet économique, social, culturel et autres diplomatique ou de défense, la déclaration pêche pourtant par une absence criante de référence aux aspects politiques. Rien n'évoque dans le document les "ratés" de l'Exécutif, et encore moins la crise morale, ou encore les multiples fléaux qui gangrènent la société, comme la corruption, conséquence d'un mode de gouvernance. À peine use-t-il de quelques euphémismes comme "lacunes" ou encore "carences" pour justifier quelques insuffisances ou la nécessité de quelques réajustements et corrections dans certaines politiques. Il est vrai qu'il

n'est pas de bon ton, voire de bonne guerre, pour un Exécutif de "plaider coupable" dans cette conjoncture où il est plutôt question d'exhiber les trophées de guerre dans l'espoir de passer sans encombre l'épreuve d'avril prochain et de convaincre des bienfaits de la continuité. Mais il n'évoque aucunement ce qui a été entrepris ou envisagé pour renforcer la pratique démocratique, selon le jargon consacré, ou encore la promotion des droits de l'Homme et des libertés, en application du Pacte international des droits civils et politiques que l'Algérie a ratifié. C'est ainsi que la déclaration ne souffle mot sur les raisons du non-agrément de certains partis politiques, à l'image de l'UDS de Karim Tabbou. Tout comme sur le sort de la loi sur les partis. Aucun mot sur les interdictions qui touchent l'activité des partis, comme par exemple les marches à Alger. Dénoncée par de nombreuses ONG, la loi sur les associations ne semble pas encore constituer un souci pour l'Exécutif. Ni la lutte contre la corruption, véritable fléau. Autre omission : le malaise qui couve chez les professionnels de la santé et, plus globalement, chez les étudiants dont des milliers se sont rassemblés en octobre 2017 devant l'Institut français d'Alger dans l'espoir d'obtenir le sésame pour aller étudier dans les universités françaises. Faute de perspectives, des milliers de jeunes, dont des cadres, ont quitté le pays, ces deux dernières années, certains au péril de leur vie, mais sans que cela soit évoqué dans la copie d'Ouyahia. Du moins sous le prisme de la stratégie à entreprendre pour juguler le phénomène. Tout se passe, en définitive, comme si Ouyahia cherchait seulement à justifier la destination des 1 000 milliards de dollars dépensés, et sur lesquels il a été épinglé par l'opposition. À bien des égards, cette déclaration ressemble à un inventaire de brocanteur saupoudré de quelques intentions.

Karim Kebir